

★ **Nahed Badawia**, née en 1958, ingénieure civile diplômée de l'Université de Damas. Elle a été comme militante du Parti du travail communiste – parti interdit par le pouvoir – emprisonnée pendant quatre ans, de 1987 à 1991. Comme le plus souvent, cela s'est fait sans procès ni jugement. A sa sortie de prison, elle s'est engagée pour la démocratie en Syrie en tant que militante politique de gauche. Son engagement pour l'émancipation des femmes syriennes est connu. Elle écrit en arabe sur divers sites internet. Elle a été arrêtée à nouveau en 2005 lors de la fin de ce qui a été appelé le «printemps de Damas». Elle faisait partie du comité directeur du Forum de Jamal Atassi pour le «dialogue démocratique». Elle fut à nouveau arrêtée par la police suite à la manifestation le 16 mars 2011 devant le Palais de Justice. Elle a été une des dix femmes arrêtées ce jour-là. En prison, elle fit une grève de la faim et a été libérée après deux semaines. Elle vient de sortir de Syrie et témoignera en tant que militante de gauche pour la démocratie sur le processus en cours de révolution et de résistance armée.

★ **George Sabra**, né en 1947, a une longue histoire dans la vie politique en Syrie. Il est actuellement président du Conseil national syrien (CNS) et vice-président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution.

★ Un animateur ou une animatrice du mouvement Bleiberecht interviendra brièvement sur la politique officielle suisse face aux réfugié·e·s de Syrie.

18h30 — La note finale de cette journée sera donnée par la chanteuse **Najat Suleiman**, qui a étudié le chant et la musique à la haute école de musique de Damas, et par **Hassan Taha**, compositeur et musicien qui joue du «oud» (luth). Ils sont connus dans le monde arabe. Ils présenteront quelques chansons en langue arabe.

Organisateurs: Femmes syriennes pour la démocratie, Mouvement pour le Socialisme/ Bewegung für Sozialismus, site alencontre.org, Editions Page deux, solidaritéS, Association suisse d'aide humanitaire pour la Syrie, Gauche révolutionnaire syrienne, Mosaic Initiative for Syria, Conseil national kurde en Suisse.

Journée de solidarité avec le peuple syrien en lutte

samedi 13 avril 2013

Zurich - Volkshaus - Stauffacherstrasse 60

(depuis la gare centrale de Zurich, prendre le tram n° 3 et 14 jusqu'à l'arrêt Stauffacher)

10h30-12h30: film / 14h15-18h30: conférence-débat (voir programme p. 3)

Le 13 mars 2013, l'envoyé spécial de la radio *France Culture* à Alep, Omar Ouahmane, affirmait: «Ce qui est frappant dans les quartiers tenus par les rebelles, c'est ces hommes, ces femmes et ces enfants qui vivent là à quelques centaines de mètres de la ligne de front, dans des immeubles délabrés, défoncés, au milieu des débris qui ne peuvent plus être enlevés. Les gens qui vivent dans ces quartiers, ce sont ceux qui n'ont pas les moyens de partir. Tous nous racontent leur vie, sans eau courante, parfois sans électricité, leur peur de s'éloigner de chez eux car des snipers [tireurs d'élite du régime dictatorial] pourraient les atteindre. Et puis, il y a ces bombardements – qui rappellent que les combats se déroulent à proximité –, ces détonations, ces tirs de rafales qui rythment le temps. Il y a ces roquettes, ces obus tirés par l'armée d'Assad qui tombent au hasard. Il y a surtout ces missiles Scud [de fabrication russe],

des missiles balistiques qui sont lancés depuis le sud de la Syrie, depuis la région de Damas, et qui frappent depuis plusieurs semaines ces quartiers d'Alep et qui provoquent à chaque fois la mort de dizaines de civils. Cette partie d'Alep est tombée dans une longue agonie... Les avions et les hélicoptères ne volent désormais plus que la nuit, à la différence d'il y a quelques mois, car les rebelles ont récupéré des missiles dans des bases de l'armée syrienne qu'ils ont prises d'assaut. Du coup, ils ont abattu plusieurs avions de chasse. C'est cela qui explique pourquoi le régime de Damas utilise des missiles Scud...» Pour terminer, Omar Ouahmane insiste qu'à Alep tous les groupes armés «sont unis dans l'action pour faire tomber le régime de Damas».

Un régime s'auto-définit lui-même comme dictature: quand il détruit physiquement la moitié du pays (dont il

se proclame être «le protecteur de son peuple»); quand il contraint plus d'un million d'habitants – enfants, adolescents, femmes, vieillards, hommes – à chercher refuge dans les pays voisins, au sein de camps aux conditions de vie misérables; quand il force des centaines de milliers de familles à quitter leur ville et leur village pour tenter de survivre dans une autre région du pays; quand il a assassiné quelque 70'000 Syriennes et Syriens, et donc fait des centaines de milliers de blessés; quand il kidnappe des blessés dans un hôpital, les torture et poursuit et emprisonne les médecins... Et tout cela après qu'un clan a pillé sans vergogne les richesses du pays et acculé à la pauvreté des parties croissantes de la population.

Il y a quelque deux ans, de larges secteurs du peuple syrien sont descendus dans la rue et ont revendiqué pacifiquement des droits démocratiques et sociaux. La réponse du régime Assad, après quatre semaines, fut la suivante: lui déclarer la guerre et traiter les manifestants de terroristes manipulés par des «forces extérieures».

Une formule que tous les occupants d'un pays utilisent face à ceux qui résistent, comme on l'a connu en France durant la Seconde Guerre mondiale, comme on le connaît aujourd'hui dans les territoires palestiniens occupés par l'armée de l'Etat israélien.

La dite communauté internationale, (au travers de diverses missions – de la Ligue arabe à l'ONU) –, a «inspecté la situation». Rien de plus. Cela permettait: 1° d'invoquer le veto de la Russie

de Poutine et de la Chine au Conseil de sécurité pour justifier un manque d'aide concrète à un peuple se soulevant contre une dictature; 2° de mettre quasiment sur un pied d'égalité l'armée d'une dictature – jouissant de l'aide massive de la Russie, de l'Iran, y compris de l'Irak – et des résistants contraints de se défendre avec des armes; 3° d'avoir recours à l'islamophobie teintée d'eurocentrisme dans les grands médias pour dévaloriser le combat d'une population se soulevant majoritairement contre l'opresseur, ce qui remet à l'ordre du jour une pratique coloniale franco-britannique dans la région; 4° de proposer une aide militaire (antiaérienne et antichars) conditionnée à des négociations avec une partie de l'appareil d'Etat syrien actuel, afin d'assurer une «transition dans l'ordre». «Transition» placée sous la houlette des anciennes puissances coloniales, entre autres la France et la Grande-Bretagne... Au fond il s'agit de kidnapper la «révolution populaire» et de nier une véritable autodétermination de la population de Syrie.

La solidarité la plus large, pluraliste avec le peuple syrien en lutte est une obligation éthique qui est tous les jours plus urgente, tant la crise humanitaire est flagrante. Cette solidarité nécessite de donner la parole aux Syriennes et aux Syriens. Cela constitue le premier but de cette journée du 13 avril 2013. Le second but réside dans la collecte de fonds pour l'aide humanitaire qui est organisée par des Syriens au travers de Helvetic-relief.ch dont un des objectifs est de fournir directement du lait en poudre à 1500 enfants d'une région précise. ●

Programme du samedi 13 avril 2013

Première partie: Blauersaal, Volkshaus, Zurich

10h30 — «Le Chemin de la Liberté. Parole de Révolutionnaires Syriens», film réalisé par Naïssam Jalal (Syrienne) et Samuel Lehoux

12h30-14h — Une collation sera servie: cuisine syrienne, *salle 20*

Deuxième partie: Blauersaal, Volkshaus, Zurich

14h15-18h30 — Conférence-débat avec traduction simultanée

Les trois orateurs et l'oratrice sont les suivants:

★ **Gilbert Achcar**, professeur au SOAS (School of Oriental and African Studies)-London University. Auteur du récent ouvrage *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Editions Acte Sud. L'édition en arabe a été publiée simultanément. Les éditions anglaise et allemande doivent sortir au début de l'automne. Gilbert Achcar est d'origine libanaise et a été durant de longues années militant dans ce pays. Il est très régulièrement invité dans le monde arabe, entre autres en Tunisie, en Egypte, en Algérie, au Maroc.

★ Le Père **Paolo Dall'Oglio**, jésuite, est l'une des rares personnalités de l'«Eglise d'Orient» qui soutient la cause révolutionnaire syrienne. Après 30 ans de résidence en Syrie – durant lesquels il a reconstruit et animé la «communauté monastique mixte et œcuménique» Mar Mûsa –, il a été expulsé de ce pays en juin 2012. En fin février 2013, il s'est rendu en Syrie, sous la protection des résistants. Un de ses principaux objectifs: faire barrage aux affrontements confessionnels et encourager une perspective d'unité des diverses composantes du peuple syrien, une fois le régime dictatorial d'Assad renversé.